

Tiana Rasamimanana

Président du Syndicat des industries de Madagascar

"Créer un marché commun dans l'océan Indien"

Il est à la tête du Syndicat des industries de Madagascar depuis 2023. Tiana Rasamimanana nous partage ses points de vue sur le climat des investissements et sur le développement de l'industrialisation dans la Grande île.

Propos recueillis par : Tolotra Andrianalizah et Raoto Andriamanambe

Le Mémento : Comment le SIM décrit-il le climat des investissements à Madagascar ?

Tiana Rasamimanana : Il faut situer Madagascar dans le contexte mondial. La Grande île a de nombreuses potentialités et de ressources, en matières premières ou en hommes, mais il faut y mettre des valeurs ajoutées. La situation du pays dépend de beaucoup de paramètres extérieurs tels que la guerre en Ukraine.

La période Covid a généré son lot de problématiques comme dans le transport maritime où des engorgements et beaucoup d'augmentations en termes de tarifs ont été notés. Tous ces paramètres font qu'il y a eu des impacts non négligeables sur Madagascar et son économie. A l'heure actuelle, la Grande île dépend énormément de l'importation en matières premières, en intrants voire en produits finis. Nous essayons d'avoir un "mindset" positif pour avancer. Un certain nombre de grandes entreprises qui investissent malgré les difficultés est plutôt un bon présage. Je pense que les acteurs, aussi bien les banques que les autres organismes de financement, jouent le jeu en termes de financement. L'État essaie de solutionner les problèmes.

Néanmoins, on constate toujours le "parallélisme des intérêts" qui peuvent diverger entre l'État et le secteur privé. Mais c'est tout l'intérêt du dialogue public-privé

pour essayer de trouver des solutions. Un exemple positif est d'avoir réduit, d'une manière conséquente, les délais de traitement des dédouanements au port de Toamasina. Nous étions partis sur une base de 15 jours à, environ 3 jours actuellement. Pour arriver à ce résultat, il a fallu un effort de tous les acteurs.

Le Mémento : Sentez-vous de réelles incitations dans le cadre des mesures fiscales et douanières ?

T. R. : Quand je parle du secteur privé, ce sont les opérateurs économiques et les groupements qui existent. Nous sommes sollicités notamment par l'intermédiaire de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) qui gère les dialogues publics-privés et particulièrement au niveau des lois de Finances.

A travers ClimInvest, nous avons recruté un consultant dont le rôle est d'effectuer des analyses cartésiennes des demandes formulées par le secteur privé. Il ne faut pas arriver aux discussions avec des demandes qui ne

sont pas justifiées, chiffres à l'appui sur les impacts.

Malgré le fait que nous ne sommes pas toujours satisfaits à 100 %, certains nombres de points sont repris par l'État bien que d'autres sont remis en question. Ceci étant, nous sommes toujours en pourparlers avec l'administration, aussi bien fiscale que douanière, pour trouver des solutions ponctuelles là où il y a des problèmes avec nos entreprises. Il faut le reconnaître, elle est à notre écoute.

La situation du pays dépend de beaucoup de paramètres extérieurs tels que la guerre en Ukraine. La période Covid

Le Mémento : Quelles sont les opportunités d'investissement et quels en sont les leviers ?

T. R. : L'infrastructure et l'énergie sont vitales. Il faut que nous puissions optimiser nos chances, en mettant progressivement en place le marché commun de la Commission de l'océan Indien.

Actuellement, La Réunion importe des produits de loin. Maurice également. Il n'est pas normal que l'on importe du poulet de l'Argentine ou des oignons de la Chine. C'était un peu l'objectif du CEO Summit que nous avons tenu au mois de décembre. Nous nous sommes dit : *"allons mettre en place le marché commun"*. Cela prendra du temps, mais il faut commencer. Vous pouvez constater la force du marché commun de l'Amérique du Sud face à l'Union européenne. Il faut que nous ayons le même poids avec nos voisins. La Réunion, c'est la France, la porte d'entrée vers l'Union européenne.

Maurice, Madagascar, Comores... sont les portes d'entrée vers l'Afrique. La Réunion dispose de beaucoup d'innovations et l'île Maurice est une plateforme financière. Il faut que chaque île soit consciente qu'ensemble nous pouvons aller loin même si l'on note une saine concurrence fraternelle. Il est urgent de mettre en place des normes communes et la libre circulation. Madagascar ne peut qu'en tirer des bénéfices.



Tiana Rasamimanana
Président du Syndicat
des Industries
de Madagascar